

Le 31 mars 1990, la responsabilité éventuelle découlant de contrats d'assurance et autres ententes s'élevait à 58 millions de dollars, le plafond prévu par l'article 28 de la loi étant de 7 milliards de dollars.

**TABLEAU 6.5.1**  
**EXIGIBILITÉS MAXIMALES AUX TERMES DU COMPTE DU CANADA**  
**À LA FIN DES EXERCICES (31 MARS)**  
**(EN MILLIONS \$)**

Genre de police	1988-89		1989-90	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Produits agricoles en vrac	(7)	21,2 \$	(3)	21,999 \$
Moyen terme	(3)	0,382 \$	-	-
Assurances individuelles liées à des prêts	(7)	17,123 \$	(2)	14,826 \$
Garanties liées à des prêts	(2)	240,275 \$	-	-
Investissement à l'étranger	(13)	43,125 \$	(9)	21,536 \$
<b>Total des exigibilités maximales</b>	<b>(32)</b>	<b>322,105 \$</b>	<b>(14)</b>	<b>58,361 \$</b>

La forte baisse constatée entre 1988 et 1989 dans les exigibilités maximales s'explique par l'expiration de la garantie de 235,5 millions de dollars liée à la vente, effectuée en 1982 et appuyée par le Compte du Canada, des rames de métro aux États-Unis.

Prière de vous reporter à l'annexe III pour un rapport détaillé par pays sur les exigibilités maximales.

**7.0 SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU COMPTE DU CANADA (1988-1989 ET 1989-1990)**

En 1988-1989, les exportateurs canadiens ont pu conclure des contrats s'élevant à 708 millions de dollars dans sept pays grâce à un financement de 411 millions de dollars sur le Compte du Canada. En 1989-1990, vingt-trois transactions, s'élevant au total à 530 millions de dollars, avaient pu être conclues dans huit pays grâce à un financement de 232 millions de dollars sur le Compte du Canada. (La différence entre les montants financés et contractuels vient de ce que le financement sur le Compte du Canada ne s'applique pas à la totalité du montant contractuel).

La SEE estime qu'au total, 27 700 années-personnes d'emploi ont été créées ou maintenues au Canada en raison des transactions financées sur le Compte du Canada en 1988-1989, et 16 700 en 1980-1990.

La SEE effectue périodiquement des analyses coûts/avantages des transactions appuyées sur le Compte du Canada. Ces analyses